

« Orléans ne va pas être Calais » : le maire s'agace face à l'afflux de migrants

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 22 octobre 2024

Source [Boulevard Voltaire] : Six mois et toujours aucune réponse. Sur [Europe 1](#), ce 21 octobre, Serge Grouard, maire divers droite (ex Les Républicains) d'Orléans, exprime une nouvelle fois sa lassitude face à l'afflux inédit de migrants et de personnes sans domicile fixe dans sa ville depuis plus d'un an, sans qu'il n'ait jamais été consulté. Ces dix-huit derniers mois, la cité johannique aurait ainsi, selon les calculs de l'édile, accueilli plus de 700 sans-papiers, venus d'Ile-de-France dans des cars affrétés par l'Etat. La situation agace le maire depuis plusieurs mois. Malgré l'agitation médiatique, et alors qu'un climat d'insécurité s'installe dans sa commune, Serge Grouard reste sans réponse.

Un flou administratif

« *Je le répète avec force, Orléans n'a pas vocation à accueillir la colline du crack de Paris.* » C'était le 26 mars dernier. Dans un communiqué, le maire d'Orléans s'inquiétait « *de la rumeur selon laquelle des migrants seraient "déplacés" en province pour faire "place nette" à Paris en vue de l'accueil des Jeux Olympiques cet été* ». Bien qu'il ne puisse ni confirmer, ni infirmer cette rumeur, Serge Grouard a tout de même pu constater de ses yeux les allées et venues de cars déposant une cinquantaine de personnes dans sa ville toutes les trois semaines. Au total, « *environ 500 personnes sans domicile fixe seraient arrivées à Orléans* » entre mai 2023 et mars 2024. Accueillis par une association financée par l'Etat et hébergés dans des hôtels le temps que leur situation administrative soit étudiée, ils échappent au suivi de l'état. Il serait difficile de « *savoir ce que deviennent* » ces migrants : « *certaines vont en procédure d'asile (CADA), d'autres s'évaporent dans la nature* ». Un « *nettoyage social* » qui inquiète l'édile : Serge Grouard refuse que sa ville devienne « *le nouveau Calais* ». Après les interventions médiatique du maire, la préfecture du Loiret a réagi dans un [communiqué](#) et confirmé que « *toutes les trois semaines, 50 personnes au maximum sont prises en charge dans ce sas géré par une association mandatée et financée par l'État* ». La préfecture a cependant nié tout lien avec l'organisation des Jeux de Paris et n'a pas non plus parlé de concertation future avec l'édile à ce sujet.

[Lire la suite](#)

22/10/2024 01:00